

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 05/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE A.BARBIER**

La Guide  
B.P. 39  
43600 Sainte-Sigolène

Références : UID4243-EAR-23-292  
Code AIOT : 0005600261

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2023 dans l'établissement SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE A.BARBIER implanté ZI LES TAILLAS 43600 SAINTE-SIGOLENE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée en cours d'alerte renforcée sécheresse

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC EXTRUSION DU POLYETHYLENE A.BARBIER
- ZI LES TAILLAS 43600 SAINTE-SIGOLENE
- Code AIOT : 0005600261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cet établissement créé en 1980 sous le nom SOREP par le fondateur du groupe Barbier a pour but le recyclage des polyéthylènes et la régénération des produits issus des usines du groupe Barbier. Ce site a été rénové courant des années 2010 pour répondre aux objectifs du 100 % circulaire et occupe une surface de 3000m<sup>2</sup> de bâtiments sur un terrain de 2ha200 environ. Le travail s'effectue en poste 24h/24 avec deux semaines de maintenance en août.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5	/	Sans objet
4	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 4.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 4.3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements, l'exploitant a répondu à un questionnaire de la DREAL le 29 mars 2023 et a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum".

L'exploitant a fourni son PSH à l'inspection des installations classées le 8 septembre 2023, 4 jours après l'inspection. Celui-ci contient le minimum requis permettant d'être exempté de l'arrêté cadre sécheresse mais doit être complété.

Les relevés des compteurs se font toutes les semaines depuis le 1er septembre. En alerte renforcée et en crise sécheresse, ces relevés doivent être réalisés tous les jours.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de plans des réseaux et de sa station d'épuration. Ils ont été présentés à l'inspection le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Capacité à respecter les dispositions de l'AP Cadre sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> ICPE, pour les usages industriels En alerte : réduction de 25 % des prélèvements. En alerte renforcée : réduction de 50 % des prélèvements. En crise : prélèvements interdits
<b>Constats :</b> L'exploitant a connaissance des dispositions de l'arrêté cadre sécheresse applicable pour le département de la Haute-Loire. A la date de la visite objet du présent rapport, le département était placé en alerte renforcée sécheresse. Afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements (- 25%, -50% et arrêt), l'exploitant a répondu au questionnaire de la DREAL le 29 mars 2023 et a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum". Il s'est engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2022, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Capacité à respecter les dispositions de l'AP Cadre sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Exemptions possibles cadrage général (extraits) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consommation réseau AEP &lt; 7000 m3/an,</li> <li>- arrêté préfectoral complémentaire imposant des prescriptions spécifiques sécheresse,</li> <li>- établissements pouvant démontrer que leur consommation d'eau a été réduite à une consommation minimale.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme mentionné au point de contrôle précédent, l'exploitant a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum" et s'est engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH).</p> <p>Les volumes déclarés au titre de l'année 2022 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prélèvement sur l'AEP : 13 663 m3</li> <li>• volume total rejeté : 6 832 m3 (estimation)</li> </ul> <p>Le PSH n'a pas été présenté à l'inspection le jour de la visite.</p> <p>Il a été envoyé à l'inspection le 8 septembre 2023, 4 jours après la visite d'inspection.</p> <p>L'amélioration de la gestion de l'eau a commencé depuis février 2022, un plan d'action a été mis en place.</p> <p>Sur les 12 derniers mois, la consommation a été réduite de 2000 m3 d'eau par rapport à la consommation de l'année 2022.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'entreprise est engagée dans un processus de connaissance et de réduction de ses consommations. Le PSH envoyé à l'inspection est suffisant pour que l'entreprise soit exemptée des prescriptions de l'arrêté cadre sécheresse du 19/10/2022.</p> <p>Toutefois le document devra être amélioré :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-La connaissance sur les lieux des prélèvements et rejets doit être approfondie</li> <li>-Le positionnement vis à vis du bref ROM est à compléter.</li> <li>-Les actions de réductions conjoncturelles devront être complétées : des actions doivent être proposées afin d'atteindre les pourcentages de réduction imposés par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse en situation de crise.</li> <li>-Les réductions de consommation dans le fonctionnement courant ne sont pas suffisantes si on les rapporte aux indicateurs de production qui sont liés et ne permettent pas de visualiser les efforts réellement mis en place.</li> </ul> <p>Le PSH complété devra être transmis dans un délai de 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : Origine des approvisionnements en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, origine des approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'eau utilisée est prélevée sur le réseau de distribution publique.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Eaux de refroidissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2010, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de refroidissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/23, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure débit prélevé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'un compteur général et d'un compteur au niveau de la tour aéro-réfrigérante. Ceux-ci sont relevés toutes les semaines depuis le 1er septembre. Avant cette date, ce relevé se faisait une fois par mois.  A la date de la visite objet du présent rapport, le département de la Haute-Loire est en "alerte renforcée", un relevé des compteurs quotidien doit être mis en place sous un délai de 8 jours.
<b>Observations :</b> En situation de fonctionnement normal, le relevé des compteurs d'eau doit être maintenu hebdomadairement (cf article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998). Les résultats seront portés sur un registre.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours